

# LE DEVOIR

# MONTREAL

Conseils provisoires à la CECM

## Le Regroupement scolaire confessionnel gagne la première manche

Les acteurs de la scène scolaire sont pleinement engagés dans la restructuration scolaire qui débute avec la mise du pied de conseils provisoires. Hier soir, le Regroupement scolaire confessionnel s'est assuré le contrôle de deux importants conseils, à la suite d'un processus électoral dénoncé par le Mouvement pour une école moderne et ouverte.

PAULE DES RIVIÈRES  
LE DEVOIR

La coalition catholique de la CECM s'est assurée hier soir du contrôle de deux importants conseils provisoires, chargés de la mise en place des commissions scolaires du Centre et de l'Est de Montréal.

La présidente du Mouvement pour une école moderne et ouverte (MEMO), Mme Diane De Courcy, a d'emblée dénoncé les règles d'élection de ces conseils parce qu'elles permettaient à des commissaires actuels n'habitant pas les territoires des futures commissions scolaires d'élire ses représentants. Comme prévu, cette règle a permis l'élection d'une majorité de commissaires membres du Regroupement scolaire confessionnel ou sympathiques à ce mouvement même si les commissaires du MEMO

sont majoritaires sur le plus gros territoire à venir, soit la commission scolaire du Centre.

Sur les 11 commissaires élus hier soir au conseil provisoire cette commission scolaire du Centre, huit sont sympathiques à la cause du RSC de M. Michel Pallascio. Ce chiffre représente le nombre total de commissaires du RSC (ou proche du RSC) ayant le droit d'être élu. Pour les trois autres postes, le commissaire ayant suggéré la liste, M. Benoît Bessette, a dû faire appel au MEMO et il a retenu pour cela les noms «soumis» par le MEMO antérieurement.

Les membres du MEMO ont tout de même accepté d'être commissaires «parce que les absents ont toujours tort» a expliqué leur présidente hier soir à l'issue du vote. Mais ils se sont abstenus de participer au scrutin. Tout s'est donc passé très rapidement pour

l'élection de chacune des quatre délégations que la CECM devait élire hier, les commissaires du RSC ou proches du Regroupement ayant accepté en bloc les listes suggérées. En tout, le conseil provisoire de la commission du Centre contiendra 14 membres, les trois autres devant provenir d'autres commissions scolaires.

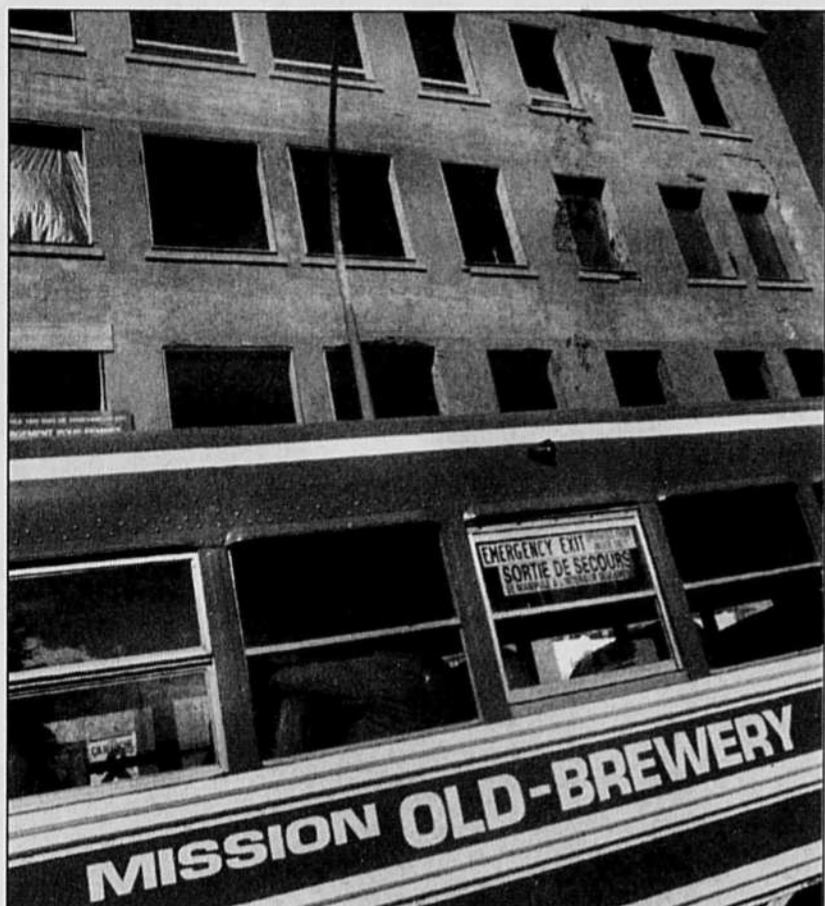
Les commissaires ont également élu, hier soir, six des 13 membres du conseil provisoire de la commission scolaire de l'Est, couvrant Rivière-des-Prairies et Montréal-Nord, tous proches du RSC. Ils ont aussi choisi un représentant du conseil provisoire de la commissions scolaire anglaise de l'Ouest et cinq pour celui de la commissions scolaire de langue anglaise de l'Est.

La mise en place des conseils provisoires sera complétée d'ici une semaine. Elle constitue une étape clé dans la création de commissions scolaires linguistiques, plutôt que confessionnelles, qui passeront, avant septembre 1998, de 150 à 70. Ces conseils ont un rôle important à jouer puisqu'ils seront responsables du partage des édifices scolaires, qu'ils prépareront les budgets de l'an prochain, qu'ils procéderont aux inscriptions

des élèves pour la prochaine année et, sous peu, qu'ils se choisiront un directeur général.

Les conseils provisoires disparaîtront lorsque le scrutin scolaire de juin prochain aura permis l'élection de nouveaux commissaires, correspondant au nouveaux territoires scolaires. A Montréal et à Québec, les conseils seront également responsables des comités confessionnels. Ces comités vivront tant que la Constitution canadienne n'aura pas été amendée. Les parents auront à dire s'ils veulent ou non placer leur enfant sous la surveillance du comité confessionnel. (Le gouvernement fédéral est prêt à adopter un amendement constitutionnel rapidement).

A Montréal, la lutte reprendra de plus belle à l'élection de juin prochain. Les neuf membres du MEMO, présidente en tête, se présenteront. Le président de la CECM et du RSC, M. Pallascio, n'a pas été aussi loquace sur ses intentions et celles de son équipe. «Je n'ai aucune idée (si je me présenterai)», a-t-il dit. Les deux présidents auront l'occasion de croiser le fer à nouveau au sein du conseil provisoire du Centre, sur lequel ils siègeront tous deux.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le nouveau refuge pour femmes itinérantes est situé à l'angle du boulevard de Maisonneuve et de la rue de la Visitation.

Aide aux itinérants

## L'Old Brewery ouvre un refuge pour femmes

CAROLINE MONTPETIT  
LE DEVOIR

À la fin de ce siècle a vu les femmes sortir de chez elles, prendre le chemin du marché du travail, avant de voir les possibilités d'emploi diminuer peu à peu. Aujourd'hui, comme les hommes, de plus en plus de femmes vivent dans la rue, sans abri, sans travail et sans but. Devant la demande de cette clientèle croissante, la Old Brewery Mission vient de faire l'acquisition d'un édifice, à l'angle du boulevard de Maisonneuve et de la rue de la Visitation, qui sera transformé en refuge pour 84 femmes dans le besoin.

Déjà, tous les soirs, depuis quelque temps, une trentaine de femmes se présentent à la maison-mère de la mission, située rue Clark, pour avaler le repas du soir. Mais comme cette bâtisse n'abrite que des hommes dans ses chambres, on les orientait jusqu'à présent dans le sous-sol d'une maison de la rue Saint-Hubert, gérée par la mission. Mais la demande a excédé l'offre de services et le projet d'une mission s'adressant aux femmes a vu le jour.

«Il y a aujourd'hui plus de divorces. Autrefois, les femmes étaient, demeuraient plus longtemps à la maison, et leur misère était moins publique. Aujourd'hui, il est plus fréquent qu'elles se retrouvent sans aucune ressource. Les situations sont plus difficiles. Aussi, les femmes sont plus prêtes à admettre leur désarroi», disait hier Andrée Beaulieu, membre du conseil d'administration de la mission. Dans la foule, les femmes sans-abri sont plus discrètes que les hommes, elles sont plus difficiles à identifier. Souvent, elles vont tenter de demeurer bien coiffées, relativement bien habillées. «Mais cela se voit dans leur regard, qu'elles sont en difficulté», dit Claudio Iadaluca, directeur de la

mission. Aussi, dans la rue, les femmes sont la proie d'un harcèlement constant, elles risquent à tout moment d'être agressées, ne demandant de l'aide que lorsqu'elles sont à bout. «Un homme itinérant restera en paix dans son coin, tandis que les femmes, tout le monde veut en profiter. Cette pression est fatigante à la longue», dit M. Iadaluca. Le nouvel immeuble, qui est encore en construction, est un ancien garage. Il est situé à deux pas du CLSC des Faubourgs, où justement l'on coupait récemment dans les services de cafétéria aux itinérants, et où l'on annonçait la fermeture des services d'urgence psychosociale. Pourtant, les services de ce CLSC pourraient être sollicités régulièrement par la mission. À l'embauche de la dizaine d'employés qui travailleront dans le nouvel immeuble, on favorisera, comme c'est toujours le cas à la mission, les anciens itinérants.

On ne s'attend pas à recevoir beaucoup d'enfants dans les nouveaux locaux, même si deux chambres seront réservées pour les urgences. «Cet environnement n'est pas fait pour les enfants», mentionne M. Iadaluca, ajoutant que des enfants gardés plus longtemps devraient de toute façon faire l'objet d'un signalement à la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ).

Cependant, en tout temps, la politique de la mission est une d'accueil inconditionnel. Déjà, durant les grands froids de l'hiver, lorsque la file d'attente s'allonge devant la maison de la rue Clark, on ajoute des matelas dans la cafétéria pour loger tout le monde. Le centre comptera quelques places destinées aux pures itinérantes, tandis que les autres seront destinées à des femmes suivant un programme de réinsertion sociale, vers les études ou le marché du travail.

## Bouchard se porte à la défense de son ministre de la Santé

### La Cité de la Santé à Laval rouvre son urgence

LE DEVOIR  
ET LA PRESSE CANADIENNE

Québec — Le premier ministre Lucien Bouchard s'est vigoureusement porté à la défense hier de son ministre de la Santé, Jean Rochon, dont l'opposition libérale réclame la tête.

«M. Rochon est un des plus grands ministres qu'on a, et je l'appuie entièrement», a dit M. Bouchard, qui était interrogé sur la situation dans les hôpitaux.

Le premier ministre a prudemment commenté le décès récent d'un malade dont l'admission a été refusée à l'hôpital Cité de la Santé, de Laval. «On doit auparavant en savoir plus long sur le décès de cette personne. Le Collège des médecins mène actuellement une enquête», a dit M. Bouchard. Ce patient, atteint d'une hépatite fulminante, est décédé le 18 septembre à l'hôpital Fleury, après que son admission en ambulance ait été refusée à la Cité de la Santé de Laval, dont l'urgence était engorgée.

Le premier ministre Bouchard a admis que certaines personnes ont pu avoir des problèmes depuis la mise en place du nouveau système de santé, mais que celui-ci «fonctionne généralement bien, quoique l'urgence de certains hôpitaux soit parfois engorgée».

Pour sa part, le ministre Jean Rochon a admis que «la gestion du do-

maine n'est pas facile», mais affirme «avoir le goût de continuer» à y travailler. «S'il arrive quelques incidents dramatiques, il faut s'en préoccuper. Je suis très déterminé à ce qu'on complète la transformation et la réorganisation de ce réseau et que, rapidement, il soit orienté vers la consolidation.»

M. Rochon a rappelé qu'il existe un organisme de répartition des malades, appelé Urgence Santé. «La population peut être rassurée: il y a de la place à Montréal pour tous ceux qui auront à être transportés dans des urgences. Pour la Cité de la Santé, on va trouver une solution», a poursuivi M. Rochon.

Plus tôt en journée, le chef libéral Daniel Johnson a soutenu que le marasme qui prévaut dans les urgences des hôpitaux de la région de Montréal nécessite l'allocation immédiate de ressources financières. Le chef de l'opposition a fait parvenir une lettre en ce sens au premier ministre Lucien Bouchard, hier matin.

«Je vous demande instamment d'exiger de votre ministre de la Santé [Jean Rochon] qu'il alloue les ressources financières nécessaires pour mettre fin à la situation intenable dans les urgences de la grande région de Montréal. Après avoir vécu l'angoisse résultant d'une décision insensée touchant le transfert des greffes pulmonaires, il est inacceptable que les familles québécoises soient maintenant confrontées à des tragédies comme celle qui s'est déroulée à la Cité

de la Santé de Laval au cours des derniers jours», écrit le chef libéral.

Cité de la Santé

Par ailleurs, depuis 15 heures hier, la Cité de la Santé a rouvert son urgence, en dépit de l'engorgement qui continue à sévir dans ses corridors. «Nous ne pouvons pas demeurer indéfiniment fermés. Nous devons être accessibles à la population», a insisté hier le Dr Alban Perrier, directeur des services professionnels de l'hôpital. En après-midi, on comptait 48 patients à l'urgence, comparativement à 80 au moment de la fermeture de l'urgence lundi.

Par ailleurs, ce dernier a dit qu'il ne blâmait aucunement l'infirmière responsable du triage qui a pris la décision de transférer le patient qui devait décéder plus tard dans un autre hôpital.

«Ce transfert n'a rien changé à la condition du patient et, de toute façon, notre capacité d'accueil nous empêchait de l'admettre. Le patient n'était pas instable», a-t-il expliqué.

Le Dr Perrier s'est toutefois dit étonné des propos rassurants tenus par le ministre Rochon.

«Quoi que le ministre dise, sur le terrain, ça ne va pas bien. Ça prend cinq mois à Laval pour obtenir une échographie abdominale ou un cardiologue, même si nous sommes superproductifs. On a un problème de ressources», a-t-il dit.

## Trêve entre la Ville et ses pompiers

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

Les négociations reprennent entre la Ville de Montréal et le syndicat des pompiers après six jours de médiation devant le Conseil des services essentiels.

C'est dans la nuit de mardi à hier que les deux parties ont convenu d'une trêve pour une période minimale de trois semaines permettant une reprise des pourparlers en présence d'un conciliateur. Le ministre du Travail, Matthias Rioux, a immédiatement nommé Fernand Matteau à cette fonction.

Durant cette période, la Ville a pris l'engagement de n'entreprendre aucune procédure d'outrage au tribunal. Pour sa part, le syndicat suspend tous les moyens de pression.

Ainsi, les autocollants dénonçant la «gestion d'enfer» du maire Pierre Bourque disparaîtront des camions de pompiers. Déjà, hier, des syndiqués s'activaient à nettoyer l'équipement.

Le Conseil des services essentiels, qui surveillera l'évolution du dossier, assure que la santé et la sécurité de la population montréalaise ne sont pas mises en péril. Au cours des dernières semaines, les moyens de pression avaient pris une tournure violente: intimidation, menaces

de mort, incitation à la violence et sabotage répété de lances d'incendie. Deux pompiers ont été suspendus à la suite de ces actes sous enquête.

Ces mesures disciplinaires demeurent d'ailleurs en discussions entre les parties, qui ont jusqu'au 1er octobre pour en arriver à une entente finale. Si cela devait ne pas se régler, l'entente intervenue serait caduque.

D'ici là, des négociations intensives s'effectueront, ce qui a pour effet de décaler la nomination d'un arbitre tel que le demandait la semaine dernière la Ville de Montréal. La conciliation donne donc une chance aux parties de négocier de gré à gré une nouvelle convention collective plutôt que de la voir imposée par un arbitre après des mois, parfois même plus d'un an, d'analyse du dossier.

D'un point de vue strict, l'arbitrage n'a plus le même intérêt depuis que le Code du travail a été amendé, ce qui signifie qu'un arbitre doit considérer les règlements intervenus avec les autres syndicats de la municipalité concernée plutôt que de comparer ceux-ci uniquement avec les pompiers d'autres municipalités.

Cette dernière façon de faire a donné aux pompiers de Montréal une augmentation de 8,6 % en 1996.

**ma**  
marie allaire  
PRÊT-À-PORTER

Jean-Claude Poitras

Grazia

Hauber

Eugène Klein

Lucia

Basler

Gerry Weber

Frank Usher

Dino Valiano

Tailles 6-18 ans

Nous payons les taxes sur les collections à prix régulier

1588, rue Fleury Est, Montréal  
(514) 384-4808

**NOUVELLE PARUTION!**

**Continuités et ruptures dans la formation des maîtres au Québec**

Maurice TARDIF et Hélène ZIARCO, dir.

Coll. « Formation et profession »

Jamais la profession enseignante n'a connu de transformations aussi importantes. Il importe donc de considérer le rôle fondamental joué par la formation des maîtres — véritable enjeu au cœur même de tous ces changements — qui déterminera le profil de la prochaine génération d'enseignants.

306 pages ♦ 30 \$

EN VENTE  
CHEZ VOTRE LIBRAIRE ou  
aux Presses de l'Université Laval  
Tél. (418) 656-7381  
Télé. (418) 656-3305

FONDATION QUÉBÉCOISE  
DU CANCER

À la recherche du mieux-être  
des personnes atteintes d'un cancer

Montreal (514) 527-2194  
Extérieur 1 800 363-0063

les éditions de  
l'école nouvelle

**NOUVEAU**  
**VIRAGE**  
**MATHÉMATIQUE**  
416

Matériel conforme au nouveau programme de mathématiques 416 4<sup>e</sup> secondaire

Manuel 248 pages, 35,50 \$  
Guide (À paraître)

**Georges Tarakdjian, M. Sc.**

Dans un contexte où, de plus en plus, l'élève du secondaire est appelé à vivre le virage technologique, et à s'aventurer sur l'autoroute électronique, la mathématique se doit de s'adapter aux nouvelles réalités qu'impose le contexte et s'avérer un incitatif à bien concevoir, à penser juste et à communiquer clairement sa pensée.

Les activités proposées tendront à favoriser chez l'élève le «sens géométrique» en lui permettant de parfaire ses connaissances relatives aux figures géométriques, en utilisant les concepts d'isométrie et de similitude comme contexte où il devra non seulement raisonner juste mais justifier chaque étape de son raisonnement.

Des nouveautés au programme. On parle d'échantillonnage et de sondages! Et non seulement on reprend l'étude des mesures de tendance centrale et de leur interprétation mais on ajoute des caractéristiques de position et de dispersion. On y parle pour la première fois au secondaire de «diagramme des quartiles». Les activités proposées favoriseront l'analyse des données en passant par leur organisation, leur dépouillement, leur visualisation et le calcul de caractéristiques de tendance centrale les concernant. Encore une fois, l'utilisation de la calculatrice à possibilités graphiques ainsi que de l'ordinateur y est fortement encouragée.

Les éditions de l'école nouvelle  
166, rue Sainte-Catherine Est  
Montréal (Québec) H2X 1K9  
Téléphone: (514) 875-8972  
Télécopieur: (514) 875-1590  
Adresse internet:  
<http://www.lidec.qc.ca>

## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## CHRÉTIEN

Le premier ministre n'écarte pas l'idée que le fédéral consulte lui-même le Québec

SUITE DE LA PAGE 1

les susceptibilités régionales, le premier ministre a du même coup tenu à demander au reste du Canada d'en bien jauger la portée.

«Comme ce document n'a pas de portée constitutionnelle ou juridique, je demande aux Canadiens de ne pas se laisser entraîner dans des analyses légalistes d'un énoncé de valeurs. Le jour pourrait venir — et j'espère qu'il viendra, et il viendra le jour où le Québec aura un gouvernement qui prend en compte les intérêts des Québécois qui veulent rester au Canada, et ils sont la majorité — où il y aura un texte légal ou constitutionnel qui pourra être considéré comme tel. Les mots de Calgary tentent d'exprimer les valeurs canadiennes qui importent, et c'est ainsi qu'ils devraient être reçus», a-t-il dit.

Si cette approche peut être qualifiée de plan A, M. Chrétien n'en avait pas moins beaucoup à dire sur l'autre côté de la médaille. Ainsi a-t-il employé un ton ferme, qui avait à ce jour été surtout le fait de son ministre Stéphane Dion, pour parler de la suite des choses.

«Jamais nous ne nous laisserons tenir en otages par des demandes qui diminuent ou nient à chaque citoyen canadien les bénéfices de sa citoyenneté et de notre existence en tant que nation indépendante, reconnue comme telle aux Nations unies», a-t-il lancé.

«Nous continuerons d'être francs et ouverts sur les conséquences de ce que proposent ceux qui veulent la partition du Canada. La clarté ne provoque pas la peur, c'est l'ennemi de la peur. Notre ennemi, c'est la confusion. Dans la clarté des choses, je suis convaincu que les Québécois et les autres Canadiens resteront ensemble.»

L'intervention du premier ministre survenait après celle du chef de l'opposition officielle Preston Manning, qui a, lui aussi, fait une large place à la question de l'unité nationale. Le leader réformiste a bien reconnu un changement «apprécié» dans l'approche d'Ottawa du dossier — mise en relief des conséquences d'une sécession, considération de l'impropriété du concept de société distincte —, mais il a surtout reproché au gouvernement libéral de ne toujours avoir qu'un «squelette» de programme en la matière.

M. Manning a ainsi souligné que le discours du Trône de mardi, comme M. Chrétien hier, reprenait à son compte la déclaration de Calgary mais oubliait commodément des éléments essentiels «qui forment les trois quarts de la proposition».

«On cite ce que les premiers ministres provinciaux ont dit à propos de la diversité et du caractère unique, mais on ignore complètement ce qu'ils ont dit sur l'égalité des citoyens et sur la nécessité d'un processus permettant au public d'exercer une influence sur le dossier de l'unité», a remarqué le chef du Reform.

Il a ajouté que tout projet d'unité canadienne qui ne tiendrait pas compte de l'égalité des provinces serait «inacceptable pour des millions de Canadiens». «Le chemin menant à un Canada uni n'est pas celui du statut spécial et de la société distincte, ni celui du tripartite administratif des pouvoirs fédéraux et provinciaux. C'est celui de l'égalité et de la réforme de la fédération, du rééquilibrage des pouvoirs.»

Quant à cette exigence d'input public, M. Chrétien a été pris à partie par le Reform au cours de la période des questions quotidiennes. Le député Rahim Jaffer voulait savoir comment le gouvernement allait s'y prendre pour connaître l'avis de la population non seulement du reste du Canada, mais du Québec également.

Le premier ministre a répondu en substance que les premiers ministres provinciaux avaient leurs propres méthodes de consultation et qu'il ne voulait pas les dupliquer. Pour ce qui est du Québec, il n'a pas écarté que le fédéral aille lui-même de l'avant.

«En ce moment, il n'y a pas de débat à l'Assemblée nationale sur la déclaration de Calgary. S'il y en a un, j'espère qu'ils vont consulter les gens. Si besoin est, nous pourrions le faire, mais ce n'est pas approprié à l'heure actuelle», a-t-il dit.

Le ministre Dion a de son côté parlé de la nécessité de «bien expliquer les choses aux Québécois et de recueillir leurs points de vue, de mille et une façons, comme on le fait en ce moment».

Pour sa part, lorsqu'est venu son tour de répliquer au discours du Trône, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, avait ses munitions toutes prêtes contre l'entente

de Calgary à la défense de laquelle s'est porté le premier ministre.

M. Duceppe a parlé à cet égard de «dilution» de la reconnaissance du peuple québécois et prédit l'échec de cette nouvelle ronde préconstitutionnelle. «Le seul message envoyé au Québec dans ce discours du Trône, c'est "contentez-vous du Canada à la sauce Calgary, sinon c'est le plan B qui va s'appliquer"».

Or «j'ai quelques mots pour le reste du Canada à propos de la dernière rencontre des premiers ministres», a-t-il poursuivi en anglais. «Oubliez l'entente de Calgary, elle ne sera jamais acceptée au Québec.»

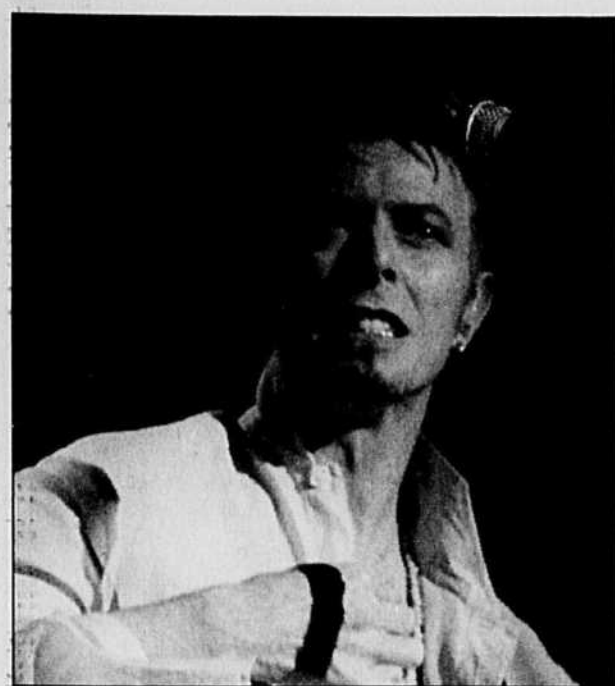
Le chef du Bloc a ajouté que le plan B représentait une véritable gifle servie aux institutions démocratiques du Québec. «Ce meilleur pays au monde se comporte comme une puissance impériale méprisante son ignorant colonie qui a osé s'affirmer un peu trop le soir du 30 octobre 1995», a-t-il martelé.

La leader néo-démocrate, Alexa McDonough, a déploré, de son côté, l'attention portée à la Constitution et à l'égalité des provinces. Selon elle, le Canada vaut plus que cela, et le principe de l'égalité des citoyens demeure plus fondamental. L'unité du pays, persiste-t-elle à dire, passe par un Canada plus riche et généreux.

«Ce Parlement doit être axé sur la reconstruction de ce Canada, sinon le prochain Parlement risque d'être axé sur un pays beaucoup plus petit et beaucoup plus triste», a-t-elle déclaré en français.

Le chef conservateur Jean Charest s'est, pour sa part, dit inquiet face à un processus qu'il juge trop centré sur le Québec depuis la déclaration de Calgary. «Il est voué à un échec parce que les démagogues ailleurs au pays vont sauter là-dessus pour encore une fois dire que le Québec domine le pays», a-t-il averti. Il voudrait qu'on élargisse le débat au partage des pouvoirs et aux nouveaux mécanismes de coopération fédérale-provinciale.

M. Charest, qui avait écrit aux premiers ministres provinciaux pour les inviter à adopter un plan d'action bien ciblé de quatre ou cinq points, a demandé au premier ministre Chrétien, dont il déplore le manque de leadership, de prendre le relais.



David Bowie, hier soir, au Métropolis. Cinquante ans, vous dites?

## Arrêt sur image

PASCALE PONTORÉAU

Difficile d'apprendre qu'on a raté un bon show... un excellent show, peut-être le meilleur de l'automne mais que, de toutes façons, ça ne sert à rien d'insister, le Métropolis annonçait complet pour les deux soirs tout juste après y avoir annoncé la venue de David Bowie. Et oui, ce n'est pas tous les jours qu'on peut voir d'aussi près un monument, une anthologie vivante de la pop-rock des vingt-cinq dernières années. Les fans ne s'y sont pas trompés et sont venus nombreux apprécier l'idole.

Car idole il y a. Beau gosse, toujours aussi mince, le toupet alerte, Bowie a laissé rêveuses quelques dames de l'époque. Il n'a pas changé, et elles le regardent avec toujours autant d'admiration. A cinquante ans, la ride se fait discrète, le sourire plus étincelant que jamais scotché aux joues et le séducteur de bouger sur scène comme il l'a toujours fait, avec grâce et élégance, comédien-cabotin au zénith de sa carrière.

Seul changement, la musique... et encore, elle a suivi la même évolution que les goûts des spectateurs! À peine arrivé sur la scène — sagement drapée d'un cache-mur blanc —, la guitare en bandoulière, Bowie entamait, en solo, un *Quicksand* des planantes années 70. Arrive son band, bien des mesures plus tard, le public émerge. Bon sang, je suis en train de regarder David Bowie lui-même... Waouh! Il enchaîne avec un titre qu'il interprète une fois par vingt-cinq ans. Et je plonge dans la foule du haut de mes cinq pieds. Deux titres plus tard, je réalise que j'ai, à quelques dos de distance, l'homme qui a trouvé le secret de l'éternelle jeunesse.

Bowie n'est pas, musicalement, un précurseur. Pour un peu, il se vanterait d'avoir su utiliser à sa guise les courants initiés par les autres. Comme il le précise lui-même, il surfe avec allégresse sur les rythmes *dance* contemporains de l'époque. Sur le *drum & bass*, cette tendance particulièrement en vogue en Europe, Bowie a choisi l'ascendance jungle, un *staccato* saccadé extrêmement rapide qui se compose sur fond de basse saturée. Et d'enrober ses vieux succès de cette ambiance techno qui survole la planète. Le tour est joué : même *Fashion*, extraite du pop-pop *Scary Monsters*, semble récemment sortie d'un studio londonien.

Avec l'assurance qui le caractérise et l'excellence de ses musiciens - le duo final avec la bassiste a projeté à terre ceux qui n'étaient pas encore en extase, Bowie peut donc associer ses standards (*The Jean Genie*, *Under Pressure*, *All The Young Dudes*) à l'essentiel des pièces de son nouveau *Earthling* (de l'époustouffant *Little Wonder* à l'étrange *Seven Years in Tibet*) sans que le public se dissocie. Et si le génie musical du premier plan ne lui suffisait pas, l'audacieux quinquagénaire y a ajouté — en arrière scène et sur la batterie — des projections vidéos à l'esthétique parfaitement psychédélique. Alors si on y pense à deux fois, tout — jusqu'aux effluves illicites — dans le spectacle qu'il a présenté nous permettait de replonger dans cette période débridée. Un son et lumière hallucinant, aux performances exceptionnelles, qui me laissait croire que Bowie nous avait offert un arrêt sur sa propre image.



S.V.P. Assurez-vous que ce papier journal soit recyclé.

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: [www.ledavoir.com](http://www.ledavoir.com)

## Comment nous joindre?

## La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier électronique [devoir@cam.org](mailto:devoir@cam.org)  
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les avis publics et petites annonces

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 8h à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0658. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## ROCHON

Une bouffée d'air frais, disent les gestionnaires de la santé

SUITE DE LA PAGE 1

s'était réalisée par une opération massive de départs à la retraite. Les établissements, qui ont déjà vu leurs crédits réduits massivement, ont dû depuis financer à même leurs budgets d'opération l'embauche du personnel de remplacement nécessaire pour assurer le maintien des services durant l'été.

Tout compte fait, le fardeau financier qu'attendait le réseau de la santé sera donc près de deux fois moins lourd que prévu pour 1997-1998. Tout cela en raison de discussions soutenues menées avec le Conseil du trésor depuis l'été pour tenter de trouver une solution au casse-tête financier du réseau de la santé.

Ces pourparlers serrés ont aussi abouti à l'octroi par le gouvernement au ministère de la Santé d'une somme de 61,2 millions, qui servira à rembourser les coûts transitoires entraînés par la transformation du réseau.

À la Conférence des régions régionales de la Santé et des Services sociaux du Québec, cette annonce a été accueillie comme une bouffée d'air frais.

«Ça ne règle pas tout, mais ça démontre qu'il y a une certaine prise de conscience au plus haut niveau de l'ampleur des efforts budgétaires qui sont demandés au réseau et qu'on s'intéresse sur la compatibilité de ces objectifs avec la qualité et l'accès aux soins», a commenté hier Lise Denis, vice-présidente exécutive de la Conférence des régions.

Selon Mme Denis, l'ampleur des compressions dans le réseau pour l'année complète devait atteindre environ 400 millions. L'allègement proposé par Québec réduira ce fardeau à 170 millions.

«Certains établissements auront toujours besoin d'emprunter, d'autres peuvent être pas. Mais ça met un peu d'oxygène dans un réseau qui en a bien besoin.»

Sinon, ça voulait dire qu'on devait abolir d'un coup 8000 postes dans le réseau», a-t-elle affirmé.

Québec créera aussi un fonds qui permettra aux établissements de ne plus accumuler des déficits astronomiques en finançant, à même leurs budgets réguliers de fonctionnement, les coûts exceptionnels entraînés par la réforme du réseau. En clair, le gouvernement prendra sur ses épaules les emprunts faits par les hôpitaux et étalera leurs remboursements sur plusieurs années.

À Montréal, ce virement de bord fera chuter l'effort des compressions à réaliser de 226 millions à environ 105 millions, a déclaré hier Marcel Villeneuve, directeur général de la Régie régionale de la Santé de Montréal-Centre, dans une entrevue accordée à Radio-Canada. Là aussi, cette annonce est perçue comme un signe que le gouvernement a compris l'importance de la crise qui menaçait le réseau.

«Le ministre nous donne une excellente nouvelle, et ça donne de l'oxygène dans le système, ça, c'est tout à fait sûr», a expliqué M. Villeneuve.

«Les organisations, les hôpitaux et l'ensemble des établissements du réseau ne seront pas obligés de présenter des mesures qu'ils auraient dû faire en d'autres temps pour rencontrer les réductions budgétaires. À ce moment-ci, ce qui sera demandé aux établissements, c'est quelque chose de beaucoup moins important», a-t-il ajouté.

La lettre envoyée par le ministre Rochon crée par ailleurs de nouveaux espoirs en annonçant que des tractations sont en cours avec le Conseil du trésor et le ministère des Finances pour tenter de réduire l'effort budgétaire qui attend le réseau de la santé en 1998-1999. Un effort «qui doit être réaliste et compatible avec nos objectifs d'accessibilité et de qualité des services», soutient le ministre dans sa lettre.

Laframboise se montre enthousiaste devant l'attitude du gouvernement

SUITE DE LA PAGE 1

du transport scolaire grâce à la révision des règles de financement et la réduction du nombre de commissions scolaires. Pour y parvenir, la FCSCQ demande toutefois que la responsabilité du budget du transport scolaire soit déplacée du ministère des Transports vers le ministère de l'Éducation.

La présidente de la FCSCQ, Diane Drouin, a présenté son idée au premier ministre Lucien Bouchard samedi dernier après que le ministre des Affaires municipales Rémy Trudel eut annoncé deux jours plus tôt la teneur d'une nouvelle proposition. Cette dernière prévoit notamment céder la gestion du transport scolaire aux municipalités régionales de comtés (MRC).

«Si jamais ça devait être transféré aux MRC, ce serait un chaos épouvantable à la rentrée scolaire. [...] On veut préserver le service de qualité aux jeunes. On pense que c'est risqué, que c'est périlleux si on change ça de mains de façon aussi draconienne», a affirmé hier Diane Drouin, aux côtés du président de l'UMQ, Mario Laframboise.

À sa sortie hier après-midi d'une séance de négociations avec le gouvernement, M. Laframboise se montrait enthousiaste de voir le dossier prendre ce nouveau virage.

«On a fait des gains. Notre offre à 354 millions a été rejointe. C'est même mieux puisque la proposition du gouvernement est à 349 millions pour la première année. On demande que toutes contributions supplémentaires fassent partie d'un nouveau pacte fiscal et, là-dessus, on nous dit oui», a expliqué M. Laframboise.

Selon ce dernier, des pourparlers pourraient être entrepris pour combler le manque de 76 millions pour 1999. Ce chiffre est obtenu en soustrayant de la facture de 500 millions la contre-offre de l'UMQ de 354 millions et les 70 millions de la FCSCQ.

Les dirigeants de l'Union des municipalités régionales de comtés du Québec (UMRCQ) ont pris connaissance de ces nouveaux développements en fin d'après-midi hier dans une rencontre avec les négociateurs du gouvernement. Le ton encouragé de la veille d'obtenir gain de cause avait complètement disparu.

## UMQ

«Les résultats ne sont pas à la hauteur de nos attentes. [...] On ne veut pas payer pour quelque chose qui sera géré par un tiers», a fait valoir la présidente de l'UMRCQ, Jacinthe Simard.

Cette dernière ne cache pas son amertume et s'étonne que la Fédération fasse une telle proposition alors que la taxe scolaire a augmenté dans la plupart des régions du Québec et que 300 petites écoles de villages sont menacées de fermeture.

La FCSCQ et l'UMQ s'entendent pour dire que les MRC ne sont pas prêtes, du strict point de vue structurel, à assumer la gestion du transport scolaire. Et tant pis si le monde municipal se déchire, laisse-t-on sous-entendre.

«C'est eux qui en font une guerre de pouvoir. Nous, on est là pour négocier depuis la première journée. [...] Eux, ce qu'ils veulent, c'est des pouvoirs aux MRC alors que les municipalités n'ont pas encore approuvé la structure MRC. Les MRC n'ont jamais levé au Québec parce que le gouvernement n'a jamais accordé aux villes la véritable place qui leur revient», a tranché M. Laframboise.

«Tant et aussi longtemps que l'UMRCQ dira qu'elle est prête à gérer le transport scolaire, on n'a pas un grand bout de chemin à faire avec eux», a renchéri la présidente de la FCSCQ, Diane Drouin.

Parallèlement à ce mouvement, des préfets de MRC recevaient un autre son de cloche. Le député péquiste Roger Paquin a rencontré hier, au nom du ministre des Affaires municipales, la Table des préfets de la Montérégie. M. Paquin y a fait la promotion d'un soutien de 10 millions du gouvernement aux MRC pour qu'elles prennent en mains la gestion du transport scolaire.

Selon ce scénario, qui concorde avec celui présenté par l'UMRCQ, chacune des MRC du Québec recevrait 100 000 \$ pour assumer ses nouvelles fonctions. Les trois communautés urbaines (Montréal, Québec et Outaouais) se verraient verser 400 000 \$ chacune.

La démarche du député Paquin a été mal accueillie. «Je n'ai pas apprécié du tout parce que j'ai l'impression que c'est pour créer une confusion. En tout cas, M. Paquin est passé par-dessus les unions en cherchant à négocier avec la base», a commenté le président de la Table des préfets de la Montérégie, Luc Tison.

## L'OBSERVATEUR

«La question nationale se pose dans tout le Canada»

sion française du Canada dessine le profil de l'indépendance canadienne, il faudra donc qu'ils se préoccupent de sa survie.»

Le parti-pris de Daniel pour la nation, on l'aura compris, ne s'oppose donc nullement à son inscription dans une structure politico-économique plus large, telle que l'ALENA. «Des ensembles comme l'ALENA sont en effet des corrections au caractère éventuellement nocif — parce qu'elle ne l'est pas toujours — de la mondialisation.» Mais elle ne peut suffire à elle seule à résorber la question identitaire. «C'est une question simple mais essentielle pour tous les individus. Qui suis-je si je ne peux pas être seul dans ce village planétaire, qui suis-je autrement qu'un individu isolé dans un monde sans âme? Partout, on tourne autour de cette question.»

Partisan des grands ensembles, comme l'Europe qui s'érige maintenant à la vitesse grand V, l'illustre journaliste demeure néanmoins réservé face à une mondialisation que plusieurs considèrent comme une panacée. À l'occasion d'une table ronde sur le thème de l'État-nation et la mondialisation, la semaine dernière à Québec, il a d'ailleurs voulu «mettre un bémol au lyrisme mondialiste» de Jacques Parizeau, qui affirmait voir dans le développement de la concurrence mondiale la planche de salut des petits pays. Tous les pays n'ont pas le même poids dans la détermination des règles du jeu sur la scène internationale, rappelle M. Daniel.

«Nous vivons la pax americana. C'est l'Amérique qui fixe les règles d'un jeu, le libéralisme, et qui devient dirigiste quand ça lui plaît. Ça peut être un bienfait, à la condition d'en être conscient. [...] Le FMI donne des injonctions à tous les pays, sauf les États-Unis. C'est le privilège du plus fort. Moi, ça ne me rend pas anti-américain. Je voudrais simplement qu'un jour il y ait une autre puissance qu'équilibre.»

Le directeur se dit surpris par la violence verbale qu'il a pu observer dans la presse canadienne-anglaise, tout comme par l'absence des neuf autres provinces canadiennes dans la presse québécoise. «Professionnellement, sinon politiquement, cela me heurte.»

À titre d'étranger, il se dit également frappé par le caractère profondément démocratique et pacifique du Canada dans son ensemble. «Vous êtes habitués à ça, mais ça frappe l'étranger, parce que les démocrates non violents, dans notre monde, sont devenus minoritaires. En général, les gens n'accordent pas beaucoup d'importance à ce qui se passe dans le monde, mais moi qui voyage beaucoup, et dont les préoccupations sont mondiales, je peux vous dire que ce qui vient au devant de la scène, ce sont des conflits ou seront entraînés des gens qui ne seront ni démocrates ni pacifiques. [...] Il me semble qu'il devrait y avoir un consensus pour que quoi qu'il se passe, ces caractéristiques soient préservées dans les dix provinces canadiennes.»

# LE DEVOIR

# LES SPORTS

BASEBALL

Camp d'entraînement du Canadien

## Jose Theodore respectera son contrat

GUY ROBILLARD  
PRESSE CANADIENNE

Depuis quand un jeune gardien de tout juste 21 ans (le 13 septembre) avec une moyenne de 3,87 en seulement 17 matchs dans la Ligue nationale doit-il convoquer une conférence de presse pour commenter son renvoi logique dans la Ligue américaine? Depuis hier au Centre Molson.

Mais à la décharge de José Théodore, tous les médias voulaient lui parler. «C'est dur à prendre parce que je pense que je suis prêt à jouer dans la Ligue nationale, mais je n'ai pas le choix. Je vais continuer à travailler fort et je ne leur donnerai pas le choix de me faire une place.» Voici ce que le gardien de Fredericton a dit et répété, s'estimant en partie victime des circonstances puisqu'il y avait trois gardiens, donc un de trop, au camp d'entraînement.

Le Canadien a-t-il été honnête à son endroit et n'a-t-il pas tenu un double langage? lui a-t-on demandé. À ces questions, Théodore a répondu qu'en effet, la décision de le retourner semblait prise d'avance. «Je savais que je ne pouvais pas les forcer à renvoyer Jocelyn (Thibault) dans les mineures, a-t-il admis, mais j'ai pensé que si je faisais bien, je pouvais forcer un geste.» Comme un échange.

Et Théodore, justement, estime avoir fait ce qu'il avait à faire: «Les statistiques ne disent pas tout mais je sais qu'en me regardant dans le miroir, je peux dire que j'ai connu un bon camp.» Il ne croit pas qu'il avait à céder le pas juste parce qu'il était le plus jeune et il a rappelé que lors des matchs préparatoires, c'est lui qui a conservé la meilleure moyenne de buts accordés par match et le meilleur pourcentage d'arrêts. C'est exact dans le deuxième cas (.902), mais pas dans le premier, puisque sa moyenne de 2,53 est supérieure à celle d'Andy Moog (2,40). Mais Thibault, son véritable rival, montre une moyenne de 3,45.

Théodore estime aussi avoir prouvé la saison dernière qu'il pouvait tenir son bout dans la Ligue nationale, en dépit de sa moyenne ordinaire de 3,87, combinée à une fiche de 5-6-2. «Ce n'est pas moi qui me suis sorti de Montréal, a-t-il répété. Mais c'est avec eux autres que j'ai signé un contrat.»

Le gardien a précisé hier qu'il n'avait «aucunement demandé» de renégocier un salaire qui le limite à 40 000\$ par année dans la Ligue américaine et qu'il allait respecter la dernière année de l'entente signée avec Serge Savard.

Sa décision de se rapporter à Fredericton au cours des prochains jours sans faire de bisbille était prise depuis la veille, mais il a tenu à en

discuter avec son agent Don Meaghan (et non Gilles Lupien) et sa famille: «J'ai reçu un petit jab, a-t-il dit en anglais, mais je vais revenir plus fort.» C'est encore à Montréal qu'il veut faire carrière, a-t-il assuré.

Il ne souhaite pas passer toute la saison à Fredericton [«parce que je pense que je peux jouer dans la Ligue nationale...»], mais s'il entend impressionner au point de forcer la main de l'organisation, il convient que là encore il n'a pas le contrôle de la situation.

Ses coéquipiers du Canadien, a-t-il estimé, «étaient déçus pour moi» et ont apprécié qu'il ait abattu du bon travail sans rouspéter même si les dés semblaient pipés.

«C'était une situation difficile pour José», a reconnu Thibault d'emblée, tout en rappelant une importante question d'affaires: «Andy Moog et moi sommes sous contrat pour deux ans encore.»

En désavantage numérique

Le Canadien a entrepris le dernier droit de son camp d'entraînement. Depuis hier, il n'est plus question d'expérimentation et d'évaluation mais de préparation pour la saison à venir.

On est passé aux choses sérieuses et toute la deuxième partie de la séance d'entraînement a été consacrée aux unités spécialisées.

Le Canadien a eu la pire fiche de la Ligue nationale en désavantage numérique la saison dernière et son jeu de puissance s'est classé 13<sup>e</sup>, en milieu de peloton. «Même là on peut faire mieux», a déclaré Mark Recchi, qui ne se souvient pas d'un aussi long entraînement consacré aux unités spécialisées la saison dernière.

Diplomate, Patrice Brisebois a dit qu'il ne veut plus se rappeler de ce qui s'est passé en 1996-97, mais il a reconnu l'importance de pratiquer les unités spécialisées: «C'est pas compliqué, c'est ce qui fait gagner les matchs.»

Hier, le premier jeu de puissance était composé de Recchi, Saku Koivu et Sté-

phane Richer, avec Shayne Corson et un défenseur, Brisebois ou David Wilkie, à la pointe.

L'autre réunissait le trio de Vincent Damphousse, complété par Valeri Bure et Martin Rucinsky, avec à la pointe les défenseurs Vladimir Malakhov et Stéphane Quintal. On a aussi vu l'attaquant Sébastien Bordeleau à la place de Quintal. ■ Est-ce une indication pour l'ouverture de la saison? Il est bien possible, en tout cas, qu'on retrouve les trois trions suivants formés hier par Alain Vigneault: Corson-Koivu-Recchi; Rucinsky-Damphousse-Bure; et Brunet-Thornton-Richer. Sur ce dernier trio, le vétéran Scott Thornton prenait la place de la recrue Sébastien Bordeleau, qui s'est illustré avec les deux autres en matchs préparatoires.

## Dernière chance pour Pedro

MICHEL LAJEUNESSE  
PRESSE CANADIENNE

Pedro Martínez aura une dernière occasion ce soir d'impressionner les membres de l'Association des chroniqueurs de baseball d'Amérique qui voteront pour choisir le gagnant du trophée Cy Young.

Martínez en sera à son dernier départ de la saison face aux Marlins de la Floride et il aura alors l'occasion d'atteindre un autre plateau remarquable, celui des 300 retraits sur des prises.

Curt Schilling, des Phillies de Philadelphie, en a déjà 313 en banque et a égalé ainsi un record pour un lanceur droitier dans l'histoire de la Ligue nationale.

Martínez domine toujours la ligue pour la moyenne de points mérités (1,92), pour le nombre de matches complets (13), pour la moyenne des frappeurs adverses contre lui (.184). Il terminera au deuxième rang pour le nombre de jeux blancs (1 en a déjà quatre) et pour les retraits sur des prises (1 en totalise 296).

Il pourrait devenir le premier lanceur depuis Steve Carlton en 1972 à retirer plus de 300 frappeurs et à présenter une moyenne de points mérités inférieure à 2,00.

Et il a accompli tout cela avec une équipe moyenne et après avoir manqué deux départs en début de saison à cause d'une suspension et possiblement un autre à cause du mauvais temps qui a sévi à Denver, St. Louis et Philadelphie en début de campagne.

Les joueurs des équipes adverses ne se gênent pas pour dire qu'il a été le lanceur le plus dominant cette saison.

Pour Felipe Alou, il ne fait aucun doute que Pedro Mar-

tinéz a été le meilleur lanceur de la Ligue nationale cette année, mais souvent cela ne suffit pas.

Alou a vu son ancien coéquipier des Giants de San Francisco et compatriote dominicain Juan Marichal remporter 198 victoires au cours des années 60, sans jamais obtenir un seul vote en vue de l'obtention de ce fameux trophée.

«Si on tient compte de la fiche victoires-défaites et de la moyenne de points mérités, personne n'approchait Juan Marichal, il devançait tous les autres. Bien sûr, il ne dominait pas pour les retraits sur des prises. Mais il y a aussi d'autres gars qui ont dominé pour les retraits sur des prises, sans jamais être choisis. Je me demande bien quels sont les critères qui sont retenus. Ce n'est pas toujours évident.»

Même que Alou s'interrogeait à savoir qui le principal intéressé aurait choisi.

«J'aimerais voir qui le vieux Cy Young lui-même aurait bien pu choisir, a dit Alou. En lui fournissant toutes les statistiques, toutes les données, sans tenir compte de l'équipe pour laquelle il évolue ou de la course au championnat, en ne se basant que sur les performances au monticule. J'aimerais voir qui il aurait cru être le meilleur lanceur.»

Martínez aura la chance de remporter une 18<sup>e</sup> victoire ce soir quand il affrontera Alex Fernandez (17-12, moyenne de 3,65). A son seul départ contre les Marlins cette saison, Martínez avait perdu 2-1 le 20 juin au Stade olympique. Il avait complété le match, ne permettant que cinq coups sûrs et deux points mérités. Il avait retiré 12 frappeurs sur des prises. Ce sera son 31<sup>e</sup> départ de la saison.

Les autres principaux candidats au trophée Cy Young, Denny Neagle, Schilling, Darryl Kile et Greg Maddux boucleront tous la saison avec 34 départs.

## «Gaston y'a le téléphon...»

Les Blue Jays congédient leur entraîneur

Toronto (PC) — Le gérant Cito Gaston, qui a mené le Blue Jays de Toronto à la conquête de la Série mondiale en 1992 et 1993, a été congédié hier alors que son équipe occupe la dernière place de la section Est de la Ligue américaine.

La nouvelle a été annoncée par le directeur général Gord Ash.

L'instructeur des lanceurs Mel Queen a été nommé pour remplacer Gaston lors des cinq derniers matchs de la saison.

Gaston est le troisième gérant à être congédié cette saison dans les ligues majeures après Ray Knight, des Reds de Cincinnati, et Bob Boone, des Royals de Kansas City.

Il était un des quatre gérants de race noire. Les autres sont Felipe Alou, des Expos, Dusty Baker, des Giants de San Francisco, et Don Baylor, des Rockies du Colorado.

Ash, dont l'équipe présentait une fiche de 72-85 avant le match d'hier, espère nommer un nouveau gérant avant les assises d'hiver en décembre.

«Cito Gaston est un homme de baseball de qualité, a-t-il dit. Il est loyal, travailleur, consciencieux. Les Blue Jays ont connu les meilleurs succès de leur histoire sous son règne.»

«Cependant, lors des trois dernières saisons, l'équipe n'a pas répondu aux

défis de compétitionner dans la section Est de la Ligue américaine. Les joueurs, toute l'organisation et moi-même, nous avons certainement failli à la tâche. Cependant, le gérant, aussi injuste que cela puisse paraître, doit être tenu responsable du peu de résultats sur le terrain.»

Les Blue Jays ont mis sous contrat le lanceur autonome Roger Clemens en lui donnant un contrat de trois ans évalué à 24,75 millions. Il affiche un dossier de 21-7 et il est le favori pour remporter le Cy Young mais les Blue Jays occupent le dernier rang pour la moyenne au bâton et l'avant-dernier rang dans les ligues majeures pour le nombre de points inscrits.

Gaston, 53 ans, était avec les Blue Jays depuis 1982. Il a d'abord été engagé pour agir comme instructeur des frappeurs. Il est devenu le gérant par intérim des Blue Jays le 15 mai 1989, remplaçant Jimmy Williams. Dès sa première saison, il a mené l'équipe au championnat de la section Est de la Ligue américaine.

Après avoir terminé au deuxième rang en 1990, les Blue Jays ont remporté trois titres de suite consécutifs. Ils ont défait les Phillies de Philadelphie dans la Série mondiale de 1993 mais ils ont terminé troisième, cinquième et quatrième lors des trois saisons suivantes.

Marlins 10, Expos 9

## La pire sortie de Perez

(PC) — Le match ne voulait plus rien dire, les Marlins de la Floride avaient pris une avance qui semblait insurmontable, mais les Expos, qui auraient pu facilement tout abandonner, se sont encore bagarrés jusqu'à la fin et ils ont bien failli compléter une autre remontée incroyablement avant de s'incliner 10-9 devant une poignée de spectateurs au Stade olympique.

Contre l'équipe B des Marlins de la Floride, les Expos ont commis trois erreurs dès la manche initiale et ils ont alors donné sept points non mérités dans ce qui semblait déjà une cause désespérée.

Doug Strange et Mark Grudzielanek ont bouillonné des balles à double retrait dans cette manche et c'est Carlos Perez (12-13) qui a écopé. Il n'a jamais pu s'en remettre. Il a quitté après un tiers de manche seulement, sa pire sortie de la saison.

Pourtant, les Devon White, Gary Sheffield, Moises Alou, Bobby Bonilla, Edgar Renteria, Darren Daulton et Charlie Johnson avaient tous obtenu une journée de congé après avoir permis la veille aux Marlins de mériter une place dans les séries pour la première fois de leur histoire.

Coupe du Grand Chelem

## Munich pleure Boris

LAURENT LOZANO  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Munich — L'Américain Pete Sampras a grossi son compte en banque de 750 000 \$, hier à Munich, lors d'une coupe du Grand Chelem qui n'en avait cure et pleurait la disparition dès le premier tour de son héros, Boris Becker.

Le Suédois Jonas Bjorkman a jeté la consternation dans la salle olympique en éliminant en 68 minutes, 6-3 et 6-2 le tenant du titre en huitième de finale de cette épreuve réunissant les seize meilleurs dans les quatre tournois majeurs de l'année.

Le héros de la demi-finale de coupe Davis contre l'Italie privait spectateurs et organisateurs d'un quart de finale rêvé. En contrepartie, Bjorkman-Sampras préfigure la finale de la coupe Davis, Suède-États-Unis, du 28 au 30 novembre.

Les organisateurs de la coupe du Grand Chelem avaient fondé de gros espoirs sur Becker pour donner un

supplément d'âme à leur épreuve dotée de six millions de dollars, la plus lucrative du circuit. Ils étaient allés jusqu'à accorder leur première invitation au Munichois d'adoption.

Mais l'actuel 17<sup>e</sup> mondial n'a été que l'ombre de l'ancien triple vainqueur de Wimbledon. Manquant de compétition après deux mois et demi d'inactivité, l'ancien numéro un mondial concédait deux breaks au premier set et, à partir de 2-2 dans le deuxième, ne gagnait plus un jeu. A la deuxième balle de match, un revers dans le filet dirigeait vers la sortie un champion de 29 ans qui risque en 1997, pour la première fois en 13 ans, de ne pas gagner un titre en simple et qui se décrivait plus tard comme un «semi-retraité».

Pour sa part, le numéro un mondial était bel et bien présent. Sampras a certes abandonné à Felix Mantilla le deuxième set par deux doubles fautes consécutives qui permettaient à l'Espagnol de faire le break au huitième jeu. Mais l'Américain prenait l'enga-

gement adverse dès le premier jeu de la troisième manche et scellait à sa deuxième balle de match, en 1 heure 19 minutes, le sort du deuxième Espagnol éliminé dans la compétition après Sergi Bruguera.

Le dernier vainqueur des Internationaux d'Australie et de Grande-Bretagne, déjà assuré de ce titre de 500 000 \$ pour sa seule participation, empochait 250 000 \$ supplémentaires et tenait son rang de favori. Mais il lui faudra composer avec Patrick Rafter, récemment consacré à Flushing Meadow.

L'Australien a infligé une correction, 6-2, 6-3 en 61 minutes, à l'Autrichien Thomas Muster qui, en cinq participations, n'a remporté qu'un seul set et aucun match. Rafter affrontera le Chilien Marcelo Rios en quart.

Le dernier quart mettra aux prises le Français Cédric Pioline et le Tchèque Petr Korda, qualifiés à la faveur des forfaits sur blessures du Belge Filip Dewulf et du Brésilien Gustavo Kuerten.

### BASEBALL

#### LIGUE NATIONALE

Mardi

Floride 6 Montréal 3  
Atlanta 6 Philadelphie 0  
Pittsburgh 5 N.Y. Mets 4  
Houston 5 Chicago Cubs 3  
Cincinnati 8 St. Louis 6  
Colorado 7 San Francisco 6  
Los Angeles 6 San Diego 2

Hier

San Francisco au Colorado, 15h05.  
Atlanta à Philadelphie, 19h05.  
Floride à Montréal, 19h35.  
Pittsburgh à N.Y. Mets, 19h40.  
Cincinnati à St. Louis, 20h05.  
Chicago à Houston, 20h05.  
San Diego à Los Angeles, 20h05.

Aujourd'hui

Atlanta (Glavine 14-7) à Philadelphie (Grace 3-2)  
Floride (Fernandez 17-12) à Montréal (Martínez 17-8)  
Cincinnati (Tomko 11-7) à St. Louis (Beltrán 1-2)  
Chicago (Gonzalez 11-8) à Houston (Hampton 14-10)  
LA (Normo 13-12) à Colorado (Astacio 12-9)

	G	P	Moy.	Diff.
x-Atlanta	99	58	631	—
w-Floride	91	66	580	8
New York	85	73	538	14 1/2
Montreal	76	81	484	23
Philadelphie	64	93	408	35

	G	P	Moy.	Diff.
Houston	81	76	516	—
Pittsburgh	78	80	494	3 1/2
Cincinnati	72	85	459	9
St. Louis	71	86	452	10
Chicago	66	91	420	15

	G	P	Moy.	Diff.
San Francisco	87	71	551	—
Los Angeles	85	72	541	1 1/2
Colorado	82	75	522	4 1/2
San Diego	74	84	468	13

#### LIGUE AMÉRICAINNE

Mardi

Baltimore 3 Toronto 2  
Texas 14 Oakland 6  
Milwaukee 7-2 Kansas City 4-6  
Detroit 6 Boston 0  
Cleveland 10 Yankees 9  
Minnesota 5 White Sox 3  
Seattle 4 Anaheim 3

Hier

Texas à Oakland, 15h15.  
Boston à Detroit, 19h05.  
Yankees à Cleveland, 19h05.  
Baltimore à Toronto, 19h35.  
Kansas City à Milwaukee, 20h05.  
Minnesota à Chicago, 20h05.  
Anaheim à Seattle, 22h35.

Aujourd'hui

Boston (Sale 13-12) à Detroit (Sanders 6-13)  
KC (Rusch 5-9) à Milwaukee (Eldred 13-14)  
Yankees (Cone 12-6) à Cleveland (Hershiser 14-6)  
Baltimore (Mussina 15-7) à Toronto (Carpenter 2-7)  
Min'ta (Hawkins 6-11) à White Sox (Drabek 11-11)  
Texas (Witt 11-12) à Anaheim (Dickson 13-8)

	G	P	Moy.	Diff.
y-Baltimore	95	62	605	—
y-New York	91	66	580	4
Detroit	79	78	503	16
Boston	76	81	484	19
Toronto	72	85	459	23

	G	P	Moy.	Diff.
x-Cleveland	84	71	542	—
Chicago	77	79	494	7 1/2
Milwaukee	76	80	487	8 1/2
Kansas City	65	91	417	19 1/2
Minnesota	65	91	417	19 1/2

	G	P	Moy.	Diff.
x-Seattle	89	69	563	—
Anaheim	82	75	522	6 1/2
Texas	73	84	465	15 1/2
Oakland	63	95	399	26

### FOOTBALL

#### LIGUE NATIONALE

Lundi

Pittsburgh 21 Jacksonville 30  
Le dimanche 28 septembre

Arizona à Tampa Bay, 13h.  
Denver à Atlanta, 13h.  
Green Bay à Detroit, 13h.  
Tennessee à Pittsburgh, 13h.  
Jacksonville à Washington, 13h.  
N.-Orléans à New York Giants, 13h.  
Baltimore à San Diego, 16h.  
Chicago à Dallas, 16h.  
New York Jets à Cincinnati, 16h.  
St. Louis à Oakland, 16h.  
Seattle à Kansas City, 16h.  
Philadelphie à Minnesota, 20h.

Le lundi 29 septembre

San Francisco à Caroline, 21h.

#### Conférence américaine

	G	P	N	Moy.	PP	PC
N.-Angleterre	4	0	0	1,000	130	40
Buffalo	2	2	0	500	94	113
Miami	2	2	0	500	71	77
Jets	2	2	0	500	110	80
Indianapolis	0	4	0	0,000	54	115

	G	P	N	Moy.	PP	PC
Jacksonville	3	0	0	1,000	98	40
Baltimore	3	1	0	750	110	71
Cincinnati	1	2	0	333	54	82
Pittsburgh	1	2	0	333	42	80
Tennessee	1	2	0	333	47	73

	G	P	N	Moy.	PP	PC
Denver	4	0	0	1,000	127	51
Kansas City	3	1	0	750	88	76
Seattle	2	2	0	500	74	101
Oakland	1	3	0	250	106	106
San Diego	1	3	0	250	56	99

	G	P	N	Moy.	PP	PC
Dallas	2	1	0	667	80	52
Washington	2	1	0	667	56	37
Arizona	1	2	0	333	59	65
Philadelphie	1	2	0	333	47	61
Giants	1	3	0	250	70	94

	G	P	N	Moy.	PP	PC
Tampa Bay	4	0	0	1,000	96	58
Green Bay	3	1	0	750	108	84
Detroit	2	2	0	500	94	83
Minnesota	2	2	0	500	107	103
Chicago	0	4	0	0,000	58	128

	G	P	N	Moy.	PP	PC
San Francisco	3	1	0	750	88	39
Caroline	2	2	0	500	59	72
St. Louis	2	2	0	500	77	77
N.-Orléans	1	3	0	250	72	108
Atlanta	0	4	0	0,000	61	107

ombée publicitaire : le vendredi 26 septembre

Ne manquez pas notre cahier spécial

les arts et la ville

publié le 11 octobre prochain!

LE DEVOIR

## Votre avenir dès aujourd'hui.

Vous cherchez un emploi? Vous désirez apprendre un métier? Dans les Forces canadiennes, nous offrons autant aux hommes qu'aux femmes la possibilité de devenir opérateur, technicien ou employé de soutien. Faites partie de notre équipe et obtenez des compétences pour le restant de votre vie dans un esprit canadien empreint de fierté. Pour de plus amples renseignements, passez à un centre de recrutement ou composez le

**1 800 856-8488**  
www.dnd.ca

**FORCES CANADIENNES**  
Régulière et de réserve

Défense nationale National